

Débats pour une alternative
Premières rencontres du Rassemblement à Dijon

POUR UN NOUVEAU CONTRAT ENTRE L'ÉCOLE ET LA NATION

Refaire de l'école une priorité nationale est un impératif au regard de l'idée que nous nous faisons de la France, de sa communauté de valeurs, de son projet démocratique.

Ensemble, dans la concertation avec les syndicats de personnels, les grandes associations d'éducation populaire, les fédérations de parents d'élèves, les représentants des collectivités locales, les citoyens et les citoyennes engagés dans ces débats, **nous voulons que notre école évolue en profondeur pour permettre la réussite de chacun, et trouve à nouveau, dans sa mission, le soutien de la nation tout entière.**

Cela supposera du courage et de la persévérance. Les acteurs de l'école n'ont pas à rougir de leur travail passé et présent, **mais l'école est aujourd'hui en difficulté. Le blocage est à la fois scolaire et social.** L'échec précoce et cumulatif de 15 % d'élèves, massivement issus des milieux populaires, ne peut plus être supporté. Echecs dès le début de la scolarité élémentaire, orientation de nombreux jeunes par l'échec à la sortie du collège, sorties sans qualification, reproduction des inégalités sociales et culturelles, absentéisme, incivilités et violences scolaires... Le découragement des familles, la lassitude et le désarroi de nombreux enseignants sont là pour nous le rappeler.

Les femmes et les hommes réunis à Dijon ce 14 novembre savent que **ce n'est pas la politique conduite depuis 2002 qui permet d'améliorer l'efficacité de l'école**. C'est une logique comptable qui a dominé les fameuses « réformes », au point d'en pervertir les intentions proclamées. S'y ajoutent des attaques choquantes contre la laïcité, la suppression progressive de la carte scolaire, qui conduit au renforcement des ghettos scolaires, mais aussi une vision utilitariste des savoirs, dont la princesse de Clèves fut le symbole exemplaire. Avec ce pouvoir, l'école républicaine n'est plus une priorité nationale ni une ambition démocratique : elle est devenue simplement un problème budgétaire.

L'école ne pourra certes pas, à elle seule, résoudre toutes les difficultés de la société française ; de nombreuses autres réformes devront accompagner le sursaut et la refondation nécessaires.

Mais les femmes et les hommes rassemblés à Dijon savent que les acteurs et les partenaires du système éducatif ne sont pas opposés aux réformes quand elles s'inscrivent dans un projet collectif et progressiste. En conséquence, ils prennent l'initiative de constituer dès aujourd'hui un rassemblement de tous les citoyens soucieux de préparer la transformation en profondeur de notre système éducatif.

Les débats qui se sont déroulés à Dijon ont permis de définir déjà des priorités de que nous porterons ensemble dans le débat public :

1. Nous nous fixons pour objectif de fonder un **nouveau contrat entre la Nation et son école**.

2. Malgré le contexte budgétaire difficile de 2012, **les efforts financiers qui devront être consentis, et garantis dans la durée, devront aller de pair avec l'amélioration du fonctionnement de l'école** et de son efficacité par la mise en œuvre de réformes structurelles portant sur le métier d'enseignant, les temps scolaires, l'organisation des études, les méthodes pédagogiques.

Pour préparer ce nouveau contrat, nous organiserons un débat national pour éclairer

l'opinion sur les enjeux, les réalités et les possibilités, puis nous ouvrirons des négociations avec les organisations syndicales et fédérations de parents d'élèves ; enfin, ce contrat devra s'inscrire dans une loi de programmation débattue par la représentation nationale et votée au Parlement.

3. Le métier d'enseignant doit évoluer

Il faudra réfléchir au temps de présence dans les établissements, notamment pour permettre un meilleur accompagnement des élèves (tutorat, soutien scolaire, relations, concertation avec les élèves, orientation, accueil et conseil avec les familles...). L'autonomie des établissements devra être renforcée, les conditions de travail des enseignants fortement améliorées, ainsi que leur rémunération. La formation professionnelle initiale et continue des personnels devra aussi être revue. Des pré-recrutements devront être engagés.

4. Réaménager de façon concertée et puissante (et différenciée en fonction de l'âge des élèves) les temps scolaires

Pour respecter enfin les rythmes de vie des enfants et des adolescents, la journée et la semaine scolaire doivent être profondément réaménagées, et l'année scolaire devra être allongée au minimum de trois semaines.

5. Refonder une véritable continuité éducative

Pour permettre à **chaque élève** d'atteindre **un socle commun de connaissances et de compétences** avant la fin de la scolarité obligatoire, on assurera une continuité éducative qui fait aujourd'hui défaut. Cette **continuité éducative** pourrait être déclinée ainsi, **de l'accueil de la petite enfance jusqu'à la fin du collège** :

- Mise en place d'un service public de la petite enfance adossé aux premières années de l'école primaire (petites sections de maternelle) avec éducateurs et enseignants communs ;

- Un effort particulier devra être fait pour l'école primaire afin de permettre à tous les enfants d'entrer au collège dans les meilleures conditions possibles ;
- Réforme du collège avec des enseignements regroupés par champ de connaissance avec un petit nombre d'enseignants en 6^e et 5^e ;
- la valorisation de méthodes pédagogiques propres à promouvoir toutes les intelligences et tous les talents.

6. Lutter sérieusement contre la violence scolaire dans les établissements

Pour assurer la tranquillité et la sûreté, nous renforcerons la présence stable d'adultes qualifiés pour faire face aux incivilités et aux violences, la présence humaine et le travail en équipes étant la seule réponse durable à des problèmes qui perturbent considérablement le bon fonctionnement de l'école dans certaines zones.

* * *

Ouvert à tous, le débat doit maintenant se poursuivre, et les orientations ainsi dégagées doivent être approfondies, enrichies, précisées sur le site du **Rassemblement social, écologique et démocrate**.

<http://www.le-rassemblement.fr>

le rassemblement
SOCIAL, ÉCOLOGIQUE ET DÉMOCRATE